

Document de travail – Conférence humanitaire d’Oslo relative au Nigéria et à la région du Lac Tchad

Session de réflexion sur la sécurité alimentaire

« Une aide alimentaire pour sauver des vies aujourd’hui et assurer l’avenir en œuvrant pour l’autonomie des femmes, des enfants et des adolescents. »

CONTEXTE

La sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le nord-est nigérian et la région du Lac Tchad

Un conflit alimenté par la marginalisation socio-économique à long terme est responsable d’immenses souffrances humaines dans le nord-est du Nigéria et certaines parties du Niger, du Tchad et du Cameroun. La crise humanitaire prolongée survenue dans le sillage de la guérilla menée par Boko Haram a eu un impact dévastateur dans la région du point de vue de la sécurité alimentaire, induisant dans certaines zones une situation proche de la famine. Le système de production et de distribution alimentaire est sous tension à plusieurs niveaux. Des infrastructures vitales ont été détruites, les échanges commerciaux et les marchés sont perturbés, et des services essentiels tels que les écoles et les hôpitaux ne fonctionnent plus. En outre, la région avait déjà été frappée par des désastres liés au changement climatique, notamment une aggravation de la sécheresse et de la désertification, ainsi que la surexploitation des ressources naturelles.

Dans le nord-est du Nigéria et le bassin du Lac Tchad, quelque sept millions de personnes luttent contre l’insécurité alimentaire et ont besoin de toute urgence d’une assistance - 5,1 millions au nord-est nigérian, 1,5 au Cameroun, 340 000 au Niger et près de 160 000 au Tchad. Il est à prévoir que cette situation se détériore encore, au minimum jusqu’à la fin du premier semestre 2017.

Selon l’analyse multipartite du Cadre Harmonisé¹ réalisée au Nigéria en octobre 2016, près de 5 millions de personnes se trouvent dans les phases d’insécurité alimentaire dites de crise et d’urgence (phases 3 et 4 de la classification IPC), soit près de deux fois plus qu’en mars 2016. Ce chiffre devrait atteindre 5,8 millions en juin 2017. Dans les zones les plus touchées et les moins accessibles des États de Borno et de Yobe, on estime que 55 000 personnes subissent des conditions de vie assimilables à la famine. Sans une intervention immédiate, leur nombre pourrait augmenter à 120 000 en juin 2017.

L’insécurité alimentaire est l’une des causes sous-jacentes de la malnutrition et de la mortalité qu’elle entraîne, qui atteignent l’une et l’autre des niveaux critiques. Dans la plupart des zones affectées par des conflits, les taux de prévalence de la malnutrition ont dépassé le seuil d’urgence de 15 % de malnutrition aiguë globale (MAG). Dans toute la région, plus d’un demi-million d’enfants sont gravement malnutris (UNICEF). Au Nigéria, on dénombre jusqu’à 450 000 enfants qui, dans les 12 prochains mois, seront exposés au risque de malnutrition aiguë sévère (MAS) et d’un affaiblissement de leur immunité contre des

¹ En Afrique de l’Ouest, le Cadre Harmonisé remplace IPC, en appliquant les mêmes processus et protocoles.

maladies de base telles que le paludisme, dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe, dont 300 000 dans le seul État de Borno. Sans traitement médical approprié, près d'un enfant sur cinq souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) décèdera probablement (ce qui représente près de 75 000 enfants). On estime qu'une part importante de ces enfants a probablement déjà perdu la vie. Les points d'intervention qui prennent en charge les enfants malnutris présentant des complications médicales sont trop peu nombreux. Or ces enfants ont besoin d'une assistance immédiate.

Dans les trois États les plus touchés du Nigéria, la population vit essentiellement d'une agriculture de subsistance et d'activités agricoles saisonnières à petite échelle. Pour la troisième année consécutive, ces ressources ont été perdues par ceux qui les exploitaient, faute de pouvoir retourner sur les lieux de culture, par peur des attaques, du risque que représentent les engins et dispositifs explosifs improvisés, en raison de restrictions de circulation imposées par les militaires qui craignent l'infiltration de Boko Haram, et par manque d'intrants agricoles. Les déplacés internes, les rapatriés et les communautés d'accueil vulnérables continueront à dépendre de l'aide alimentaire en 2017 et au-delà si la situation en termes de sécurité ne s'améliore pas, et si des investissements dans des activités économiques durables ne sont pas réalisés en parallèle, là où cela s'avère possible.

PROBLÉMATIQUE SPÉCIFIQUE

La protection des points de délivrance de l'aide humanitaire

Des améliorations significatives en matière nutritionnelle et de sécurité alimentaire sont observées dans les localités accessibles où a été entreprise une réponse humanitaire globale, regroupant les volets nutrition, sécurité alimentaire, EAH (eau, assainissement, hygiène) et santé. Il est donc d'une extrême importance de renforcer la protection et l'accessibilité des points d'intervention, de manière à pouvoir venir en aide à tous ceux qui en ont besoin. La protection des groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants vivant dans des zones inaccessibles, pose de sérieux problèmes. Une part importante des populations en détresse ne reçoit toujours pas d'aide humanitaire en raison des entraves à la circulation. La situation en termes de sécurité, qui reste instable et imprévisible, constitue sans doute l'obstacle principal. Il est souvent nécessaire de recourir à des escortes militaires, sur des routes où la menace des attaques demeure élevée. Les opérations humanitaires sont toujours une cible pour les raids de Boko Haram, ainsi que l'ont tristement montré de récents événements – une attaque aux mines antichars contre un convoi d'aide alimentaire dans l'État de Borno, et un attentat-suicide à l'intérieur d'un camp de déplacés à Maiduguri.

Assister les plus vulnérables suppose une stratégie opérationnelle claire et applicable. La communauté humanitaire doit déployer des équipes d'intervention rapide (EIR) bien familiarisées avec le programme lui-même, la logistique, les techniques de communications et les négociations en matière de sécurité et d'accessibilité. Il est nécessaire de coordonner étroitement cette action et celle des instances institutionnelles nationales et locales, et de plaider pour un libre-accès garanti aux zones où se trouvent les populations affectées. L'expérience recueillie dans d'autres contextes a clairement démontré l'efficacité des EIR lorsqu'il s'avère absolument nécessaire d'atteindre des populations confrontées à une insécurité alimentaire extrême.

La désorganisation des marchés et son impact sur les femmes, les jeunes et autres groupes de population vulnérables

Au fil des années, la conjonction du conflit et des catastrophes naturelles a augmenté à l'extrême la fragilité des ménages et des communautés humaines dans la partie nord-est du Nigéria et la région du Lac Tchad, en détruisant leurs moyens de subsistance et en entravant la circulation des marchandises et des personnes. Il en résulte des prix exorbitants des produits vivriers de base², ce qui constitue un obstacle supplémentaire, du point de vue de l'accès à l'alimentation comme de la qualité nutritive des aliments consommés.

Plus de 80 % de la population rurale du nord-est nigérian vit d'activités de culture, d'élevage et de pêche. L'agriculture a été gravement désorganisée par différents facteurs. Au cours des dernières années, la responsabilité de Boko Haram dans le saccage des récoltes, du bétail et du commerce des produits de la pêche a été fréquemment évoquée. Les restrictions en matière de circulation, les destructions d'infrastructures et la mise à l'arrêt de différents services ont également contribué à la diminution de la production agricole dans la totalité des zones touchées. La perturbation des voies de transhumance et des marchés au bétail impacte aussi la sécurité alimentaire et l'activité des quatre pays du pourtour du Lac Tchad, dont le fonctionnement économique local est fortement interdépendant.

Par ailleurs, les fermetures de frontières ont exercé une pression sur les échanges, limitant les approvisionnements et les ventes de marchandises et de services.³ Ces perturbations et pénuries affectant le système de production et de distribution alimentaire ont exacerbé les crises humanitaires, frappant spécialement les femmes et les jeunes, dont la situation précaire s'est encore aggravée au cœur d'un conflit caractérisé par les violences sexistes et les destructions de moyens de subsistance. Les femmes et les jeunes-filles sont souvent les premières à réduire leurs rations alimentaires, avec les répercussions qui s'ensuivent pour leur nutrition et leur santé – en particulier chez les femmes enceintes et allaitantes, dont les besoins nutritionnels se trouvent accrus, tant pour elles-mêmes que pour leurs enfants.

Lorsque la réponse humanitaire renforce la participation des femmes et des jeunes au système alimentaire, elle obtient des effets bénéfiques aussi bien dans l'immédiat qu'à long terme. Dans les quatre pays concernés, les femmes jouent un rôle important dans le commerce, la production, la transformation et la distribution de détail, mais n'en sont pas moins faiblement intégrées à la chaîne de création de valeur. Si 60 à 79 % de la main d'œuvre rurale sont constitués de femmes, les hommes ont cinq fois plus de chances d'être propriétaires d'une terre. Dans une étude menée dans le nord-est du Nigéria et autour du Lac Tchad à partir de 2015, 40 % des femmes citaient comme obstacle principal à une éventuelle participation à des activités économiques l'impossibilité où elles se trouvaient d'accéder physiquement aux marchés.⁴

² WFP, Lake Chad Basin Crisis, 2016.

³ FEWSNET Assessment Nigeria, WFP VAM Regional Assessment.

⁴ UN Women and IFORD Situation of Women and Girls Facing the Humanitarian Crisis Generated by Boko Haram in Nigeria, Niger, Chad and Cameroon, 2015

LES POSSIBILITÉS

Le succès de la réponse humanitaire sera fonction (1) de la rapidité avec laquelle la situation sera prise en mains, pour stabiliser et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les 10 à 12 mois à venir, et (2) de la manière dont il sera tiré profit des possibilités de remise en route et de développement économiques, en mettant spécialement l'accent sur les femmes, les enfants et les jeunes adultes.

Il est primordial de fournir immédiatement aux populations affectées une aide alimentaire et un soutien nutritionnel. Partout où cela s'avère possible, des mesures concrètes devront être prises pour faire en sorte que les personnes touchées puissent ranimer leurs activités de subsistance, notamment la production agricole, afin de contribuer à long terme à leur sécurité et leur bien-être alimentaires.

Les femmes, les enfants et les adolescents, groupes de population les plus affectés, sont aussi ceux qui requièrent la plus grande attention dans le cadre de l'aide d'urgence. Ils méritent aussi qu'on s'intéresse spécialement à eux en tant qu'agents d'une croissance économique forte, soutenue et inclusive. L'assistance fournie doit non seulement remédier à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi contribuer à renforcer les systèmes de production et de distribution locaux, et à revitaliser les échanges et les marchés, pour améliorer la capacité de résilience des ménages en prévision de chocs futurs. Elle doit enfin apporter sa pierre, d'une manière générale, au développement des communautés locales concernées, en investissant dans leur capital humain et social, dans toute la mesure nécessaire pour les faire progresser.

Voici quelques-uns des axes que pourra suivre l'action humanitaire :

1. Renforcer le mécanisme d'intervention rapide pour aider les populations qui se trouvent dans des localités difficilement accessibles. Reconnaître que l'action en matière de sécurité alimentaire s'inscrit dans une action plus large destinée à sauver des vies humaines, englobant la nutrition, l'EAH et les interventions sanitaires.
2. Opter, partout où cela apparaît possible, pour des solutions basées sur le marché, comme la remise d'espèces ou de bons d'alimentation, dans le but spécifique de venir en aide aux femmes vulnérables et d'œuvrer pour leur autonomie.
3. Concevoir la réponse humanitaire de manière à renforcer la participation des femmes aux marchés alimentaires, pour tirer profit des effets multiplicateurs que génèrent les espèces et les bons d'alimentation, et promouvoir spécifiquement l'autonomisation économique et l'entreprenariat féminins.
4. Dans le cadre de l'aide alimentaire, recourir à des modes d'approvisionnement favorables aux petits exploitants, en mettant l'accent sur les produits agricoles traditionnellement cultivés par les femmes et les jeunes, afin de renforcer leur participation aux initiatives de marchés.

5. Là où cela s'avère possible, donner plus de pouvoir aux femmes, aux jeunes et à leur mode d'organisation, en leur fournissant des savoir-faire techniques et organisationnels, des moyens de production essentiels, des unités de transformation à petite échelle, des sources d'énergie alternatives, un meilleur accès au crédit et à divers services, et en soutenant leur intégration aux processus de gouvernance locaux et au développement du secteur privé.
6. Renforcer les systèmes d'information permettant d'évaluer et contrôler la situation des femmes, des enfants et des adolescents, afin de mieux plaider pour une réponse à leurs besoins spécifiques.
7. Continuer à investir dans des instruments innovants, une filière agricole courte, traçable, constituée de petits exploitants et d'activités économiques à petite échelle, pour activer la production, renforcer les systèmes d'échange et le commerce transfrontalier.

LES EXIGENCES

- (1) Exiger la protection et l'accessibilité des opérations humanitaires, afin qu'elles puissent atteindre régulièrement toutes les familles vulnérables ayant besoin d'une aide d'urgence. Ceci suppose le renforcement des équipes d'intervention rapide.
- (2) Placer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au cœur de l'action humanitaire, en mettant particulièrement l'accent sur le cas des femmes, des enfants et des adolescents. Promouvoir le plaidoyer en faveur des besoins des femmes et des enfants.
- (3) Répondre à l'urgente nécessité d'un soutien coordonné à l'aide alimentaire et à l'agriculture de subsistance, pour activer la production et les marchés pendant la saison des pluies de juin 2017, en visant tout spécialement l'autonomisation économique des femmes et l'entrepreneuriat féminin.

Tout en fournissant une aide humanitaire, l'objectif est de renforcer la capacité de résilience des populations concernées, partout où cela apparaît faisable, pour traiter à la fois les symptômes et les conséquences structurelles de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et du chômage dans la région.